

DÉCLARATION FINALE RELATIVE À L'ATELIER FINAL

PROGRAMME STRATÉGIQUE DE PROTECTION CONTRE LES CHOCES CLIMATIQUES POUR LA RÉGION OCÉANIENNE TA-8360

Centre de formation technique du PROE

17 mai 2017

De hauts représentants des États fédérés de Micronésie, de Papouasie–Nouvelle-Guinée, de Samoa, des Tonga, de Tuvalu et du Vanuatu se sont réunis les 16 et 17 mai 2017 à Apia, à l'occasion de la réunion finale du Programme stratégique de protection contre les chocs climatiques pour la région océanienne (SPCR-PR) (composantes 1 et 3). À cet égard, ils ont décidé de publier une déclaration finale destinée à reconnaître le travail extrêmement satisfaisant accompli dans le cadre de la coopération BAD (Banque asiatique de développement)-PROE, particulièrement pour ce qui concerne l'assistance technique qui s'est révélée inestimable dans le soutien relatif à l'adaptation au changement climatique et à la gestion des priorités en matière de risques liés aux catastrophes naturelles. Les représentants ont souhaité manifester leur déception quant à l'arrivée à terme du programme et mettre en avant leur désir de voir se poursuivre ce type d'assistance capable de répondre directement aux besoins des Membres. Par conséquent, les représentants ont décidé de promouvoir la poursuite des travaux engagés par le biais d'une déclaration finale à l'attention de plateformes telles que la Réunion des dirigeants du Forum des îles du Pacifique, la Réunion des dirigeants économiques du Forum, la 28^e Conférence du PROE ainsi que toutes les autres réunions impliquant les partenaires de développement.

DÉCLARATION FINALE

Rappelant la 20^e Conférence des petits États insulaires tenue en 2011 (PÉID) au cours de laquelle il fut déclaré « [...] les dirigeants [du Pacifique] ont reconnu l'intérêt de mettre en place un mécanisme régional de soutien technique visant à fournir tout l'appui nécessaire pour préparer les PÉID de façon à permettre un accès à et une gestion efficace des ressources destinées à lutter contre le changement climatique [...] » ;

Saluant les financements accordés par les Fonds d'investissement pour le climat – Programme pilote de protection contre les chocs climatiques (PPCR) aux fins d'initier les travaux et de commencer l'harmonisation dans le cadre du Programme stratégique de protection contre les chocs climatiques pour la région océanienne (SPCR-PR) ;

Témoignant leur reconnaissance pour le travail de terrain réalisé par le Conseil des organisations régionales du Pacifique (CORP), la Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque mondiale (BM) aux fins d'identifier et d'obtenir des ressources dans le cadre du programme précité ;

Remerciant la BAD et le PROE pour l'excellente mise en œuvre du programme ;

Réaffirmant la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement par laquelle les pays et organisations donateurs doivent prodiguer leur soutien en droite ligne des stratégies de développement nationales en recourant aux systèmes locaux, tout en coordonnant leurs actions et en évitant les double-emplois ;

Reconnaissant que les gouvernements océaniens ont un rôle fondamental à jouer pour garantir que l'assistance soit correctement fournie par le biais des processus et institutions nationaux approuvés, tout particulièrement pour ce qui concerne le domaine de la gouvernance en matière de changement climatique pour laquelle la coordination et les capacités d'absorption représentent un véritable défi ;

Prenant acte que l'approche et les outils d'harmonisation prévus par la composante harmonisation du SPCR-PR se sont révélés inestimables pour les pays pilotes, à savoir les États fédérés de Micronésie et Tuvalu, et qu'il convient de poursuivre sur le même schéma et de répéter la méthodologie mise en place en reprenant les mêmes outils pour d'autres secteurs situés dans les pays pilotes et pour toute la région du Pacifique insulaire plus généralement.

Ravis que Tuvalu ait requis que le projet de renforcement institutionnel dans les pays insulaires du Pacifique pour l'adaptation au changement climatique (ISAAC) financé par l'USAID d'utiliser les lignes directrices, les outils et la stratégie mise en œuvre dans le cadre du SPCR-PR, et que la Banque mondiale soit, elle aussi, intéressée de procéder selon cette ligne pour le Programme pour la résilience dans le Pacifique (PREP) qu'elle finance ;

Prenant acte que la liste d'experts du RTSM et de l'institution financière avait peiné à fournir les experts nécessaires à la réalisation d'études techniques et d'activités de documentation fondamentales afin d'obtenir 300 000,00 USD pour Nauru auprès du Fonds vert pour le climat, 9 millions USD pour les États fédérés de Micronésie auprès du Fonds d'adaptation, et prenant acte que la demande des Tonga, soit 50 millions USD, introduite auprès du FVC avec l'appui du RTSM est en cours d'examen ;

Prenant en outre acte que le RTSM avait également aidé les Fidji, Samoa et Tuvalu à répondre aux priorités immédiates contenues dans leurs plans stratégiques et de secteur nationaux visant à renforcer les capacités en matière de lutte contre le changement climatique et de gestion des risques y relatifs dans les domaines des infrastructures, de la sécurité alimentaire, mais aussi à renforcer leurs opportunités en matière d'investissements destinés à lutter contre les effets du changement climatique ;

Extrêmement reconnaissants du fait que les travaux d'harmonisation et du RTSM (Mécanisme régional de soutien technique) aient répondu aux besoins urgents (souvent assorti d'une échéance) des pays insulaires, tout en finançant entièrement ces travaux et en assumant la charge administrative, permettant aux pays insulaires de ne plus avoir à se soucier des aspects contractuels et financiers à présent gérés par l'unité de gestion du projet régional du SPCR-PR ;

Préoccupés par le fait, d'une part, que le modèle de RTSM élaboré, créé et mis en place pour aider les pays insulaires océaniens ne sera pas maintenu à l'arrivée à terme du projet le 1^{er} juin 2017, puisque des fonds supplémentaires sont nécessaires pour en

assurer la poursuite, et d'autre part par le fait que des partenaires de développement aient manifesté leur intérêt de participer, mais sans prendre d'engagement ferme ;

Sont convenus de :

Informer les agences du CORP et la communauté des partenaires de développement que l'appui technique fourni dans le cadre du SPCR-PR représente précisément le soutien dont les pays insulaires océaniques ont besoin pour renforcer leur résilience aux effets du changement climatique et aux risques de catastrophes naturelles y relatifs et qu'il convient d'accroître leurs investissements destinés à lutter contre le changement climatique pour soutenir leurs ambitions en matière de développement tout en offrant un accès aux financements climatiques ;

Demander que les partenaires de développement soutiennent les pays insulaires océaniques en incorporant le changement climatique et les risques de catastrophes dans leurs processus, politiques et plans de développement, par l'adoption d'une approche méthodologique et d'outils génériques testés sous ce programme ;

Recommander que le CORP fasse du maintien des travaux d'harmonisation et du RTSM une priorité, tout particulièrement dans le cadre du Sous-comité exécutif du CORP sur le changement climatique et le développement à l'épreuve des catastrophes (WARD) ;

Inviter les partenaires de développement à fournir un appui technique et financier de façon à garantir que les outils d'harmonisation et l'appui du RTSM soient maintenus, puisque les États insulaires océaniques les estiment extrêmement utiles pour la région Pacifique et leur prêtent une grande valeur pour ce qui est d'ouvrir un accès aux financements climatiques grâce à un soutien ciblé et spécialisé qui permet de respecter toutes les exigences et les règles imposées par les agences de financement.

